

Nîmes, le 15 MARS 2021

Subdivision Carrières  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure N° 21-020-DREAL**  
En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement  
concernant la carrière alluvionnaire exploitée par  
la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS  
Sur la commune de Bellegarde  
au lieu-dit « Haut Coste Carrière »

La préfète du Gard  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-8, L5.11-1 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation des carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°13-105N du 9 juillet 2013 autorisant la société LAFARGE GRANULATS SUD à poursuivre l'exploitation d'un poste de broyage criblage et lavage de matériaux sur la commune de Bellegarde ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°13-173N du 18 octobre 2013 autorisant la société LAFARGE GRANULATS SUD à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Bellegarde aux lieux-dits « La Gare Marine Source, « Grande Coste Rouge » et « La Marine Sud » ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°15-027N du 4 mars 2015 concernant le changement d'exploitant sur une carrière de matériaux alluvionnaires autorisée sur le territoire de la commune de Bellegarde (30) aux lieux-dits « La Gare Marine Source, « Grande Coste Rouge » et « La Marine Sud » ;

**Vu** le rapport du 27 janvier 2021 de l'inspection réalisée le 26 janvier 2021 par l'inspection des installations classées ;

**Vu** la transmission du 28 janvier 2021 du rapport d'inspection à l'exploitant ;

**VU** la réponse en date du 22 février 2021 de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection réalisée le 26 janvier 2021 a relevé l'absence de plan actualisé de la zone d'extraction, dont notamment les relevés bathymétriques justifiant du respect de la cote limite réglementaires d'extraction fixée à 40 mNGF ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection réalisée le 26 janvier 2021 a établi que la station météorologique retenue par l'exploitant, portant sur la station Nîmes-Garons, a été retenue en l'absence de mesures par une station météo présente sur le site de la carrière et ne permettant pas de valider le principe de substitution par la station de Nîmes-Garons faute de justification ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent un écart aux dispositions prévues aux arrêtés mentionnés ci-dessus ;

**SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Mise en demeure

La société LAFARGEHOLCIM GRANULATS exploitant la carrière située aux lieux-dits « La Gare Marine Source, « Grande Coste Rouge » et « La Marine Sud » sur la commune de Bellegarde est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, produire le plan actualisé des 3 zones d'extraction de la carrière identifiées « Coste Rouge 1 », « Coste Rouge 2 » et « Coste Rouge 3 » présentant les cotes et niveaux bathymétriques des plans d'eau, selon les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n°13-173N du 8 octobre 2013 ;
- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, produire les éléments de justification permettant de substituer la station météorologique de référence située sur la carrière par celle située à Nîmes-Garons selon les dispositions de l'article 19.8 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

### **ARTICLE 2** : Sanctions administratives

Si, à l'expiration du délai fixé à l'article 1, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il est fait application des suites administratives prévues aux articles L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales.

### **ARTICLE 3** : Délais et voies de recours (art. L.171-11 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de plein juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

### **ARTICLE 4** : Information des tiers (art. R.171-1 du code de l'environnement) et Exécution

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de deux mois.

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bellegarde pour y être consultée par toute personne intéressée. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois.

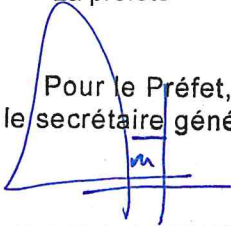
Le présent arrêté sera notifié à la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS. Un extrait du présent arrêté est affiché en permanence, de façon lisible, sur le site de l'installation, à la diligence de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS.

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,
  - monsieur le maire de la commune de Bellegarde,
  - monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La préfète

Pour le Préfet,  
le secrétaire général



Frédéric LOISEAU